



# MASTER DROIT PUBLIC

## Parcours Etudes parlementaires et droit des assemblées

*Ce Master s'inscrit dans une démarche contemporaine de connaissance accrue du fonctionnement et des enjeux des processus décisionnels et législatifs aux niveaux local, national et européen. Parcours complet de la mention droit public, le programme permet d'acquérir des connaissances théoriques et des compétences pratiques et spécifiques propres à l'insertion des futurs acteurs des projets politiques et publics. La professionnalisation est renforcée par l'ouverture de la deuxième année du Master 2 en apprentissage en 2025-2026.*



Faculté de Droit et de Science Politique  
3 avenue R. Schuman - 13628 Aix-en-Provence

### EN SAVOIR PLUS

#### MASTER SUR 2 ANNÉES

##### Date de rentrée

Septembre

##### Pré-requis

Pour entrer en Master 1<sup>ère</sup> année ou en Master 2<sup>ème</sup> année, l'étudiant doit être titulaire d'une licence ou d'un master 1<sup>ère</sup> année en droit public, histoire du droit, science politique, relations internationales ou sciences économiques et/ou en sciences sociales

##### Régime d'inscription

formation initiale / formation continue  
Rythme : Le M2 se déroule selon un rythme en alternance de septembre à septembre.

##### Responsables

Sophie DE CACQUERAY  
sophie.de-cacqueray@univ-amu.fr  
Sophie HUTIER  
sophie.hutier@univ-amu.fr

##### Sophie LAMOUROUX

sophie.lamouroux@univ-amu.fr

##### Droits d'inscription

à venir

##### Nombre de crédits

120 ECTS

### OBJECTIFS

#### Mobiliser des savoirs spécialisés

Tout en perfectionnant sa culture juridique en droit public, l'étudiant approfondira les cadres de compréhension et d'analyse des différents types de processus décisionnels et des fonctions de contrôle et d'évaluation propres aux institutions et assemblées délibérantes ainsi que leurs composantes humaines tant politique qu'administrative.

#### Mettre en œuvre des dispositifs et produire des instruments normatifs

La mise en pratique est essentielle à la maîtrise des différents dispositifs et mécanismes de création de la norme. Grâce à des travaux d'écriture (fiches de lecture, mémoire...) et des mises en situation (légistique...) l'étudiant saura mesurer les enjeux des processus délibérants dans un contexte public fortement marqué par les questions déontologiques et éthiques.

#### Former des professionnels à la réflexion et à l'action

L'étudiant sera un expert des institutions législatives et plus largement délibérantes, capable de répondre aux défis culturels, économiques, scientifiques et technologiques que rencontrera la norme/loi au XXI<sup>ème</sup> siècle. Son insertion professionnelle sera accentuée par la réalisation d'un stage ou d'un contrat d'alternance en deuxième année.

## VOTRE PROGRAMME

### Master 1 semestre 1

- Origines et histoire des assemblées délibérantes
- Fonctions d'une assemblées délibérantes
- Droit et contentieux des votations
- Statut des élus et des personnels administratifs
- *Droit des collectivités territoriales et de l'action territoriale*
- *Grands problèmes financiers de l'Etat*
- *Science administrative*
- Anglais appliqué aux assemblées délibérantes
- Module d'insertion professionnelle

*En italique les cours mutualisés avec le M1 droit public*

### Master 2 semestre 3

#### Rédiger et adopter les actes délibératifs

- Procédures législatives ordinaire et spéciale
- Processus budgétaires et financiers parlementaire et locaux
- Processus délibératif européen
- Légistique fondamentale et appliquée

#### Garantir la transparence dans les affaires publiques

- Droit des affaires publiques
- Déontologie des élus
- Lobbying et affaires publiques
- Marketing et communication politiques
- Stratégies d'influence

## LE PLUS DE LA FORMATION

### Un formation spécifique rattachée à la mention droit public

Le parcours se réalise sur deux années. Son originalité tient à ce qu'il s'inscrit pleinement dans les thématiques de droit public mais apporte une dimension marquée en droit parlementaire, droit des assemblées et droit des votations.

### Une formation contemporaine

Si les questions relatives aux institutions politiques, leur organisation, leur fonctionnement et leurs relations sont toujours traitées dans une formation en droit public, le parcours aborde précisément les enjeux liés aux thèmes révélés par les événements juridiques et politiques actuels.

### Une formation alliant connaissances théoriques et compétences pratiques

Les savoirs théoriques sont associés à des exercices pratiques et des mises en situation permettant une professionnalisation accrue notamment en deuxième année du Master où l'insertion en sortie est favorisée grâce au rythme d'alternance (contrat d'apprentissage ou stage).

## VOS COMPÉTENCES EN SORTIE D'ÉTUDES

- Comprendre et analyser le fonctionnement des assemblées et des institutions délibérantes.

### Semestre 2

- Les sources et contrôle du droit des assemblées délibérantes
- Les actes des assemblées délibérantes et les bases de la légistique
- Structure interne des assemblées délibérantes
- Fonctionnement des assemblées délibérantes
- *Droit de la responsabilité publique*
- *Finances locales*
- *Droit constitutionnel comparé*
- Anglais appliqué aux assemblées délibérantes
- Recherche dans une démarche scientifique

### Semestre 4

#### Controler et évaluer les actes délibératifs

- Procédures de contrôles non juridictionnels
- Evaluation parlementaire des politiques publiques
- Contrôles juridictionnels

#### Méthodologie et accompagnement professionnel

- Anglais
- Ateliers d'écriture et de rhétorique
- Séminaires d'actualité
- Méthodologie et suivi du mémoire
- Stage, mémoire et soutenance

- Déterminer et questionner le rôle et le statut de leurs personnels administratif et politique.
- Maîtriser les processus décisionnels, de contrôle et d'évaluation.
- Identifier les grandes questions contemporaines de droit public.
- Elaborer les instruments normatifs.
- Acquérir les réflexes déontologiques dans l'espace public.
- Préparer son insertion professionnelle en appliquant des compétences linguistiques, techniques et réflexives aux différents travaux demandés et pendant le stage.

## MÉTIERS ET PERSPECTIVES DE CARRIÈRE

- Collaborateurs parlementaires, de groupes parlementaires, cabinets ministériels et des exécutifs locaux.
- Métiers du conseil et de l'audit (entreprises publiques et privées, cabinets d'avocats).
- Chargé d'affaires juridiques.
- Administrateurs des institutions parlementaires et locales.
- Haute fonction publique.
- Métiers de l'évaluation scientifique et publique des institutions gouvernementales et parlementaires.
- Métiers de la certification éthique et affaires publiques.
- Poursuite d'études en doctorat